

# RESOLUTION GENERALE

## Partie I : POLITIQUE GENERALE, EUROPE ET SOCIETE

**Le Congrès du Syndicat National des Inspecteurs, Cadres et Administratifs Force Ouvrière (SNICA-FO), statutairement réuni, à Reims, du 18 au 22 mars 2013, affirme avec force son indéfectible attachement au syndicalisme libre et indépendant tel que défini par la Charte d'Amiens en 1906.**

Il perpétue ainsi le combat pour la liberté et l'émancipation des salariés, des chômeurs et des retraités, source de paix sociale et garantie d'un monde plus juste. Pour le Congrès, l'indépendance syndicale et la détermination restent une force d'avenir.

Le Congrès s'engage à tout faire pour préserver les idéaux de solidarité, d'égalité et de démocratie qui sont le ciment de notre confédération. C'est en son sein que le syndicalisme libre et indépendant peut affirmer sa vocation de contrepoids face aux attaques incessantes du gouvernement et du patronat, l'objectif étant de défendre efficacement les intérêts particuliers, matériels et moraux de l'ensemble des salariés.

Le Congrès s'oppose au syndicalisme dit rassemblé, qui consiste à accompagner les politiques portant atteinte aux intérêts des travailleurs et qui tend à anesthésier les revendications au profit de logiques d'appareils.

En revanche, le Congrès approuve toute action unitaire visant à mettre en échec chaque nouvelle contre-réforme des retraites. Le Congrès appelle tous les travailleurs à défendre l'indispensable solidarité, nécessaire à la protection de leurs intérêts communs. Dans ce cadre, le Congrès invite tous les salariés à s'inscrire dans les revendications et modalités d'actions portées par la Confédération FO et à continuer de défendre sa liberté d'action et de parole.

Le Congrès rappelle que la lutte contre toutes les formes de discrimination, violence et harcèlement dont sont victime les salariés, les chômeurs et les retraités, fait partie intégrante de la lutte syndicale. Dans un Etat républicain, laïque, fondé sur l'égalité des droits, elle relève d'abord de la responsabilité des pouvoirs publics.

Le Congrès condamne la communication gouvernementale sur le fonctionnement et les réformes de l'Etat, volontairement rendue illisible pour les usagers et les agents, afin de mieux imposer des projets iniques. La complexité du vocabulaire utilisé ainsi que le recours abusif à des sigles provoquent une opacité médiatique flagrante et délibérée.

Le Congrès condamne l'utilisation abusive de chiffres délibérément orientés (dette publique, coût des fonctionnaires...) aux seules fins d'affoler l'opinion, de formater les esprits, provoquant une vive opposition entre les salariés du secteur public et du secteur privé.

Le Congrès observe que la soumission aux critères de convergence européens traduit une vision purement comptable de l'organisation de la société au détriment de l'humain. Il constate l'échec avéré de cette politique européenne.

Pour le Congrès, respecter ces critères de convergence européens, soi-disant incontournables, au détriment d'un service public de qualité est inacceptable. Le Congrès dénonce la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne, inféodée au Fonds Monétaire International, qui encourage la libre concurrence et impose des contraintes budgétaires responsables du démantèlement des services publics et de la protection sociale.

Le congrès dénonce le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) qui entérine les politiques d'austérité suivies depuis des années, enfonçant l'Europe et ses citoyens dans la récession, le chômage et la pauvreté.

Le Congrès s'insurge de la remise en cause du service public « à la française » qui, avec le système de protection sociale, ont pourtant été reconnus par les pouvoirs publics eux-mêmes comme d'efficaces amortisseurs des conséquences de la crise actuelle. Le Congrès rappelle que cette crise n'est pas celle des salariés mais celle des banques, provoquée par les spéculateurs.

Le Congrès dénonce un pilotage par objectifs qui entraîne la désorganisation des services publics (diminution des effectifs et des moyens), subterfuge pour dénaturer la qualité du service rendu à l'utilisateur et de donner le prétexte à l'abandon des missions au profit du secteur marchand par la privatisation.

Le Congrès s'oppose aux attaques portées à l'encontre des statuts et des corps au prétexte de modernisation de la fonction publique.

Le Congrès accuse les tenants actuels de la réforme de l'Etat de vouloir liquider les principes fondateurs de la République et les garanties qui s'y rattachent comme l'égalité d'accès à l'emploi public pourtant inscrite dans la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen.

Il s'insurge contre les politiques « d'austérité » ou de « rigueur » qui favorisent le chômage et la perte de pouvoir d'achat des salariés du privé et du public depuis de longues années, freinent la consommation et empêchent le retour de la croissance. Le Congrès refuse catégoriquement que les injonctions européennes sur la réduction des dépenses publiques empêchent l'augmentation de la rémunération.

Pour le Congrès, seule l'ouverture d'une véritable négociation salariale, basée sur l'augmentation du point d'indice permet une évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

A ce titre, le Congrès condamne le processus d'individualisation des carrières, accentué par le phénomène de modulation du régime indemnitaire. Il condamne en outre les systèmes illusoire de compensation du pouvoir d'achat (GIPA, Prime d'intéressement...). Il s'associe pleinement à l'action de la Fédération Générale des Fonctionnaires Force Ouvrière (FGF-FO) pour une réelle revalorisation des salaires.

Le Congrès dénonce l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013, régression sans précédent des droits des salariés par la précarisation des contrats de travail et par la remise en cause du code du travail.

Le Congrès s'indigne notamment :

- du chantage au maintien dans l'emploi contre une réduction des salaires
- du licenciement pour motif personnel à l'encontre des salariés qui refuseraient une mobilité interne à l'entreprise

- du recours au temps partiel non choisi
- de la création d'un CDI intérimaire.

Nombre de dispositions, contenues dans cet accord signé par le patronat et certaines organisations syndicales, sont sources supplémentaires de précarité pour les salariés.

Les agents publics doivent être conscients que les réformes dans leur secteur seront dictées par les mêmes objectifs.

D'ores et déjà, la volonté de réduire coûte que coûte les déficits publics se dessine nettement ; le gel du point d'indice pour la 3ème année consécutive, la diminution des salaires en raison de l'augmentation des retenues pour pension civile, le tassement des grilles indiciaires, et le non-recrutement des fonctionnaires nécessaires en sont la preuve.

Pour autant, ce n'est ni aux salariés du secteur privé ni à ceux du secteur public de payer la crise financière !

Au contraire, dans les périodes difficiles, le Congrès affirme qu'il faut renforcer les droits des salariés, sécuriser leur emploi et, pour les fonctionnaires, renforcer leur statut, le tout sans oublier de maintenir et développer leur pouvoir d'achat.

Le Congrès affirme que le maintien et le développement des acquis sociaux des salariés du secteur public ne peuvent que servir les intérêts des autres salariés.

Le Congrès affirme que les offensives répétées contre les régimes généraux, particuliers et spéciaux de retraite ne s'expliquent que par la volonté de l'Etat de sacrifier, à terme, le régime de retraite par répartition au profit de systèmes générateurs d'inégalités et source de gros profits pour certains.

Le Congrès affirme qu'une réaction immédiate et déterminée s'impose à chaque tentative du gouvernement de réduire les droits à la retraite.

Le Congrès réaffirme son attachement à la retraite à taux plein à 60 ans qui doit demeurer la règle. L'objectif du retour à la règle des 37,5 annuités doit être maintenu. De fait il s'associera à toute action organisée par Force Ouvrière pour lutter contre tout projet d'allongement de la durée actuelle de cotisation.

Le Congrès affirme que des solutions de financement de la retraite par répartition existent, sans pour autant recourir à la déconstruction du système de retraite en vigueur. Le Congrès réaffirme son attachement au régime de retraite par répartition au travers de mécanismes de solidarité inter et intra générationnelle. Dans la fonction publique le droit à la retraite fait partie du statut ; le Congrès rejette toute remise en cause du code des pensions civiles et militaires.

Le Congrès dénonce la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique et revendique la prise en compte de la totalité des primes et indemnités des fonctionnaires dans le calcul de leur pension. Le système de calcul actuel, basé sur les 6 derniers mois de traitement, doit rester la norme.

Le Congrès soutient toute initiative, revendication et action de l'Union Confédérale des Retraités et de l'Union Fédérale des Retraités permettant d'améliorer leurs intérêts particuliers. Il encourage les Inspecteurs et Délégués retraités à continuer de soutenir le SNICA-FO.

Le Congrès réaffirme son attachement profond à l'action sociale, synonyme de solidarité et d'amélioration des conditions de vie des agents et notamment au CAES de l'ex-SNEPC, créé par le SNICA-FO en 1976, seul organisme social dédié exclusivement aux IPCSR, DPCSR et Administratifs.

De fait, il soutient l'action de la FEETS-FO et de la FGF-FO dans tous les domaines de la protection et de l'action sociales, tant sur le plan national que local.



Le Congrès exige le développement des budgets de l'action sociale, seul moyen efficace de maintenir et développer la restauration collective, de diminuer le montant du reste à charge et de mettre en place de nouvelles prestations nécessaires, notamment en matière de logement.

Le Congrès s'insurge contre la difficulté, voire l'impossibilité pour les agents d'être logés décemment dans leur département d'affectation, que ce soit pendant leur période d'alternance ou lors de leur arrivée sur leur premier poste, particulièrement dans les grandes agglomérations.

Ainsi le Congrès mandate le bureau du SNICA-FO pour continuer d'interpeller l'Administration à ce sujet. Il revendique également que les agents d'Ile de France et des grandes agglomérations puissent bénéficier d'un dispositif d'accompagnement et d'un complément indemnitaire conséquent, comme cela existe déjà pour certains agents rattachés au ministère.

## **Partie II : REFORME DE L'ETAT, FONCTION PUBLIQUE & SERVICE PUBLIC**

Le Congrès condamne l'incessante et pernicieuse campagne qui consiste à opposer secteur privé et secteur public, notamment en dénigrant de façon calomnieuse les prétendus privilèges des fonctionnaires. A ce titre, le Congrès ne peut accepter qu'au nom du libéralisme et du principe de subsidiarité, les réformes successives de l'état bafouent la cohésion nationale et la République une et indivisible.

Le Congrès dénonce le désengagement de l'Etat et son corollaire, la privatisation des missions, préjudiciable aux citoyens par l'augmentation des coûts qui en résulte, notamment dans le domaine de la santé.

Le Congrès constate que la LOLF est un des instruments permettant aux pouvoirs publics de tendre vers les critères voulus par la Commission Européenne. Cette loi s'appuie sur la réduction des effectifs, comme variable d'ajustement et ce, en toute opacité, alors qu'une véritable politique de l'emploi passe aussi par l'emploi public. Cette diminution des charges de rémunération passe également par le tassement des échelles des salaires, par l'avancement « au mérite » et la notion de métier au sein de la fonction publique.

Le Congrès rappelle que, par son essence même, l'avènement du concept de métier fait exploser la notion de statut, principe fondateur et inhérent à la fonction publique.

Le Congrès condamne fermement la loi dite de « modernisation » de la fonction publique (février 2007), la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la loi dite « mobilité » (juillet 2009) qui ont pour objet la destruction du Statut général de la fonction publique. Le Congrès dénonce également la loi scélérate dite de « modernisation du dialogue social » qui instaure les « accords majoritaires » et supprime le paritarisme.

Le Congrès dénonce la Modernisation de l'Action Publique (MAP), simple variante sémantique de la RGPP (2007-2012). Sous couvert de simplification des normes et des démarches administratives par le biais d'un processus d'évaluation de l'ensemble des politiques publiques (audits notamment celui de la Sécurité Routière à l'été 2013), la MAP n'a pour finalité que de poursuivre les objectifs de la RGPP, entre autres par la suppression de missions de service public et des postes qui s'y rattachent. Le Congrès mettra tout en œuvre pour lutter contre les mesures pernicieuses envisagées suite aux conclusions prévisibles de ces audits.

Le Congrès dénonce la démarche de suppression d'effectifs et de missions de service public qui se poursuit à un rythme accéléré au détriment des citoyens, sous couvert de l'amélioration du service public et de la prétendue nécessité de dégager des économies budgétaires imposées par la Troïka (BCE,

FMI et commission européenne). Le Congrès, attaché au principe de carrière, combattra toutes les réformes qui tendent à éclater le statut général de la Fonction Publique et les statuts particuliers. C'est pourquoi, le Congrès réaffirme son rejet des fusions, qu'elles soient de corps, de CAP, ou de services.

Le Congrès condamne l'exigence de rentabilité comme élément moteur pour définir les missions de service public et comme critère d'évaluation de la valeur professionnelle des agents. Il revendique l'abandon des notions d'objectifs et d'indicateurs de la LOLF, qui entraînent des dérives préjudiciables aux agents publics et aux usagers.

Le Congrès s'oppose à toutes formes de réorganisation du service public qui tendent à le faire dysfonctionner pour ensuite mieux le privatiser.

Le Congrès déclare son hostilité à l'acte III de la décentralisation qui instaure une véritable fédération des régions au détriment de la République une et indivisible, allant jusqu'à établir un pouvoir d'adaptation local de la loi et des règlements.

Le Congrès dénonce le risque évident d'éclatement du statut général de la Fonction Publique d'Etat et s'indigne que les missions de service public jugées non prioritaires ne soient plus assurées par des fonctionnaires d'Etat. Le SNICA-FO continuera à combattre cette logique de démantèlement du statut général, seul garant de la neutralité et de l'indépendance des fonctionnaires face aux responsables politiques locaux.

Face à cette privatisation qui s'organise, le Congrès exige une définition claire de la notion de « services publics républicains ».

Le Congrès dénonce la volonté de l'Etat d'inciter les IPCSR et DPCSR à faire progresser artificiellement le taux de délivrance du titre, au détriment de la sécurité routière. Le seul but est d'économiser des emplois au prétexte de respecter les indicateurs de la LOLF.

Le Congrès rappelle que les IPCSR évaluent des prestations réalisées par des usagers et que l'expertise de cette évaluation doit se faire indépendamment de toute pression et autres logiques comptables.

Le Congrès rappelle son attachement à une gestion centralisée des crédits de fonctionnement. En effet, comme le SNICA-FO l'a maintes fois souligné, les frais de déplacement des IPCSR sont trop souvent remboursés de façon irrégulière et dans des délais inacceptables. Il exige le retour et le maintien des crédits de fonctionnement au sein d'une ligne budgétaire centralisée sous l'autorité d'une administration nationale, seule garante d'une égalité de traitement des agents sur tout le territoire.

Le Congrès rappelle solennellement son attachement indéfectible à une organisation nationale et centralisée de l'examen du permis de conduire et de la sécurité routière, et à l'appartenance des corps d'IPCSR et DPCSR à la Fonction Publique d'Etat.

Le Congrès envisage toutes modalités permettant d'aller à l'encontre de la logique de déconcentration dénoncée et combattue depuis le début des années 90 par le SNICA-FO. Le Congrès mandate le Bureau National pour tout mettre en œuvre afin de renforcer le pilotage national du service des examens du permis de conduire, dans une structure dédiée assurant notamment la centralisation de la gestion des corps d'IPCSR et DPCSR.

Le Congrès réaffirme parallèlement son attachement indéfectible à un service public des examens du permis de conduire. Il mettra donc en place toutes formes d'actions pour la défense du caractère régulier des missions des IPCSR et DPCSR.

Le Congrès rappelle qu'il accuse l'Administration d'avoir menti aux IPCSR et DPCSR sur les objectifs de la gestion déconcentrée du service des examens du permis de conduire. Le Congrès constate, comme il l'avait anticipé, que la déconcentration, à de rares exceptions près, n'a pas permis l'amélioration

promise des conditions de travail des IPCSR et a largement dégradé celles des DPCSR. En outre les conditions élémentaires d'hygiène, de sécurité et d'accueil des agents et des usagers ne sont pas respectées.

Le Congrès continue d'affirmer que cette déconcentration n'était qu'une étape vers la décentralisation voire la privatisation.

Pour le Congrès, seul un examen public du permis de conduire effectué par des fonctionnaires d'Etat est le garant de la neutralité et de l'indépendance nécessaires à nos missions. C'est pourquoi, le Congrès dénonce les tentatives de manipulation et de désinformation, véhiculées par certains acteurs de l'éducation routière et relayées servilement par certains médias, qui visent à discréditer et détruire le service public du permis de conduire.

Malgré le maintien des effectifs obtenu suite aux pressions exercées par le SNICA-FO, le Congrès affirme que la poursuite d'un recrutement continu d'IPCSR et DPCSR est toujours indispensable pour améliorer le fonctionnement du service des examens du permis de conduire.

Sur les velléités de transfert de la gestion des IPCSR et DPCSR au ministère de l'Intérieur, le Congrès déclare solennellement ne pouvoir s'inscrire dans un programme dicté par des choix purement politiques. Il dénonce fermement l'absence, à ce jour, de garanties tangibles pour les agents. Le Congrès ne peut se satisfaire de ce simulacre d'échanges avec les ministères de tutelle, dans la mesure où les débats sont uniquement orientés de façon à rassurer les personnels, sans leur offrir les garanties attendues et nécessaires.

Le Congrès mandate le Bureau National pour que le dossier sur la recentralisation du service des examens du permis de conduire soit présenté à l'Administration et fasse l'objet d'une étude conjointe, conformément au cahier de revendication d'octobre 2012. Le Congrès se réserve la possibilité d'exiger de l'Administration la pérennité des corps au sein du MEDDE si les propositions ultimes du MI sont dommageables aux Inspecteurs et Délégués, et si elles ne sont pas sécurisées comme il se doit.

Le Congrès dénonce toutes les atteintes portées au Règlement Intérieur National (RIN) et à l'organisation nationale de la journée de travail, actuellement régie par la circulaire du 25 mars 2003, garants des spécificités des corps des IPCSR et DPCSR et en exige le respect sur l'ensemble du territoire. Dans le cadre du transfert envisagé au MI, le Congrès exige la pérennité de ces textes et leur strict respect. Le cas échéant, il mettra tout en œuvre pour les défendre. Le Congrès se félicite de l'action initiée par le SNICA-FO en octobre 2012 qui a permis de contraindre l'Administration à une étude préalable à tout transfert de la gestion de nos corps. Dans l'hypothèse d'un transfert de la gestion des corps dans un autre ministère, le Congrès exigera le maintien et le respect du RIN ARTT des IPCSR et DPCSR et de la circulaire du 25 mars 2003, notamment par le biais du groupe de travail exigé par le SNICA-FO.

Le Congrès veillera à ce que la circulaire du 28 décembre 2012, modifiant celle du 25 mars 2003 pour prendre en compte les nouvelles modalités d'examen du permis de conduire des catégories deux roues et groupe lourd, ne constitue pas les prémices d'une refonte du texte initial, dans un sens dommageable aux IPCSR. Le Congrès mettra tout en œuvre pour que soit pris en compte le temps réellement nécessaire à la réalisation des examens des différentes catégories dans des conditions satisfaisantes pour les agents et les usagers. Le Congrès se félicite que le SNICA-FO ait, en décembre 2012, empêché la refonte complète de la circulaire du 25 mars 2003.

Le Congrès constate que l'Administration, par la note du 29 janvier 2013 sur la compensation du dépassement du temps de travail des IPCSR de 2010 à 2012, reconnaît cet état de fait. Il exige que les tâches administratives des IPCSR soient rapidement et clairement définies, quantifiées et intégrées à leur temps de travail légal.



Le Congrès revendique l'application rigoureuse des textes relatifs aux congés (y compris la note précitée), JRTT et repos compensateurs.

Le Congrès prend acte des avancées statutaires obtenues suite aux mouvements de grève d'octobre 2011 et mars 2012. Toutefois, ce reclassement des IPCSR ne saurait être une finalité en soi. La revalorisation statutaire est synonyme de reconnaissance sociale et professionnelle pour tous les agents des corps d'IPCSR et DPCSR. En effet, le Congrès estime que le recrutement au niveau Bac+2 avec une année de formation diplômante, l'évolution des missions, l'application de la 3<sup>ème</sup> directive européenne (qui impose 3 ans d'expérience aux IPCSR avant de pouvoir devenir IPCSR qualifié moto), rendent nécessaire une réelle évolution statutaire du corps des IPCSR. Le Congrès réaffirme que l'objectif reste la catégorie A pour les IPCSR, le RIN A pour les PNT B et le A+ pour les DPCSR.

Après celui de la grille intermédiaire en 2012, le Congrès accuse le MEDDE de faire subir aux IPCSR un nouveau préjudice par le retard pris pour leur intégration sans fusion dans le NES, accord obtenu par la lutte. Le Congrès se félicite de l'augmentation du ratio pro/pro. Il veillera au strict respect des engagements sur les années concernées (2012, 2013 et 2014). Il mandate le Bureau National pour mener toute action visant à maintenir ce niveau de promotion sur les années suivantes.

Le Congrès affirme que compte tenu des difficultés rencontrées par les IPCSR et DPCSR dans le cadre des missions de suivi et de contrôle, l'assermentation des corps peut rester une piste à étudier.

Le Congrès réfute la règle d'obligation de mobilité pour l'accès en catégorie A qui ne se justifie en rien.

Le Congrès accuse clairement l'Administration de vouloir diviser les agents en modulant les primes, en introduisant insidieusement l'individualisation de la rémunération des fonctionnaires, en lieu et place d'une réelle augmentation du pouvoir d'achat. C'est pourquoi il combattra tout projet de refonte indemnitaire qui viserait à augmenter la part modulable des primes. Il dénonce en particulier le projet scandaleux présenté lors du groupe de travail « impacts d'un transfert au MI ».

Le Congrès continue de dénoncer la perversité des méthodes d'entretien professionnel qui influent sur la promotion des agents et leur carrière. Il rejette vigoureusement, pour tous les IPCSR & DPCSR, y compris les stagiaires, la modulation des primes et le principe de répartition des mois de bonifications.

Le Congrès condamne la mise en place et le rôle des commissions indemnitaires instaurées par la circulaire du 13 juillet 2007. En effet, sous prétexte d'expliquer et d'examiner la répartition des dotations indemnitaires, l'Administration globalise les enveloppes budgétaires par macro-grades. Le Congrès affirme que ce procédé opacifie de fait la répartition entre les corps, qu'ils soient techniques ou administratifs.

Le Congrès se félicite de la revalorisation continue du régime indemnitaire, à l'initiative du seul SNICA-FO. Il revendique la poursuite des négociations pour les années à venir. A ce titre, le Congrès souligne la nécessité de mettre en place un dispositif visant à relever les plafonds des primes ISP, PSR et IRS, actuellement à leur limite réglementaire, afin que l'année 2013 et les suivantes s'inscrivent dans la logique des années précédentes. Dans ce contexte exigeant de réformes, le Congrès mettra tout en œuvre pour que les IPCSR puissent bénéficier d'une revalorisation indemnitaire en cette nouvelle année d'efforts imposés.

Le Congrès s'associe aux revendications portées par la FGF-FO, notamment celles qui visent à échapper à la logique pernicieuse de l'individualisation des carrières, et à revaloriser le point d'indice et les grilles indiciaires. En l'absence d'un véhicule de fonction, il continue d'exiger que soit réellement pris en compte le coût de la mise à disposition des véhicules personnels des IPCSR et DPCSR pour les besoins du service. En conséquence, l'indemnité kilométrique doit être régulièrement revalorisée en fonction du coût des carburants et de l'entretien, du taux d'inflation et du pouvoir d'achat.

Pour les agents des DOM, le Congrès exige la suppression immédiate du premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 3 juillet 2006 et une modification de l'arrêté du 19 décembre 2006 pour mettre les tournées et les missions sur les mêmes taux que ceux de métropole, sans abattement.

En outre, le Congrès condamne l'obligation qui est faite aux IPCSR par certains services déconcentrés de signer une déclaration qui les engage à souscrire à une garantie d'assurance de « manière illimitée à des fins professionnelles », et exige une réponse pérenne du service juridique du ministère pour y mettre un terme. Le Congrès rappelle que ces déplacements sont considérés comme trajets domicile /travail, orientation définie par le courrier du 9 janvier 2007 de la DGPA du Ministère des Transports et que le caractère coercitif de l'injonction décrite ci-dessus n'a aucune raison d'être.

### **Partie III : PERMIS DE CONDUIRE ET SECURITE ROUTIERE**

Le Congrès réaffirme que le Service Public « à la française » est le garant de la qualité des examens du permis de conduire : à ce titre, les IPCSR et les DPCSR participent efficacement à la lutte contre l'insécurité routière, notamment chez les conducteurs débutants.

Le Congrès insiste sur le fait que la valeur d'expertise d'un IPCSR ne saurait se limiter au seul taux de délivrance. Les réformes du permis de conduire doivent contribuer à améliorer la formation des conducteurs et non se résumer à augmenter artificiellement le taux de délivrance.

Le Congrès dénonce vivement tout type de pression ou harcèlement exercé par la hiérarchie directe ou indirecte concernant le taux de délivrance ou l'annonce du résultat des examens.

Le Congrès affirme que la pratique du bilan de compétence sous sa forme chiffrée ne reflète pas la réalité du niveau du candidat.

Le Congrès se félicite des réflexions et des contributions émanant des groupes de travail internes à l'organisation syndicale et mandate le Bureau National pour continuer dans cette voie.

Le Congrès s'approprie les objectifs des revendications suivantes:

- Le renforcement du rôle de l'IPCSR, tout en valorisant sa mission d'expert.
- La mise en place et l'évolution des missions de contrôles effectuées par les IPCSR dans le domaine de la Sécurité Routière.
- L'intégration des IPCSR à tous les niveaux du continuum éducatif, que ce soit avant l'examen du permis de conduire, ou après dans le cadre du « post permis ».
- Le renforcement de la valeur « Sécurité Routière » de l'examen qui doit contribuer davantage à l'amélioration de la sécurité des jeunes sur la route.
- L'amélioration du système formation-évaluation du candidat au permis de conduire.
- Le développement de formules d'apprentissage associant formation initiale et acquisition d'expériences, notamment l'AAC (apprentissage anticipé de la conduite) qui sont plus sécuritaires.

Le Congrès se félicite de la généralisation de l'Annonce Différée du Résultat (ADR) pour la catégorie B puis de son extension aux autres catégories obtenue grâce à la pugnacité et aux nombreuses actions du SNICA-FO.



La nécessité de l'étendre à toutes les catégories a largement été démontrée par le SNICA-FO et a été enfin entendue par l'Administration pour les épreuves pratiques en circulation. Le Congrès attend avec la plus grande attention la traduction en termes réglementaires de cette revendication historique.

Le Congrès souligne l'urgence de la mise en place d'une annonce différée du résultat (ADR) identique sur tout le territoire en ETG et la nécessité d'une réflexion approfondie sur les modalités d'une annonce différée du résultat pour les épreuves « hors circulation ».

Le Congrès confirme son attachement à l'article 11 du statut général qui impose à l'Etat de protéger et défendre ses agents. Il s'indigne de tout type d'agression à l'encontre d'un représentant du Service Public et témoigne sa solidarité aux agents qui en sont victimes.

Le Congrès affirme que la mise en place de nouvelles technologies ne doit pas se faire au détriment des conditions de travail des agents.

Le Congrès exige que l'Administration équipe chaque agent ainsi que chaque centre d'examen (théorique ou pratique) de tous les moyens techniques pour qu'il soit possible d'y accomplir les missions qui leur sont dévolues dans le respect de leur temps de travail légal.

Le Congrès condamne de ce fait l'obligation qui est faite aux IPCSR de mettre à disposition leur domicile pour stocker du matériel encombrant et réaliser des tâches administratives à cause de l'absence de locaux mis à leur disposition. Il sera particulièrement vigilant sur les dérives possibles du dossier du télétravail.

Le SNICA-FO s'engage à mener toute action visant à améliorer les conditions de travail des IPCSR notamment en termes d'hygiène et de sécurité ainsi que les conditions d'accueil des candidats au permis de conduire. Le Congrès rappelle qu'il s'agit du seul examen national ne disposant, dans la majorité des cas, d'aucune structure d'accueil. Cette action doit devenir une priorité de notre Administration.

Les déploiements du nouvel Euclide-Aurige et des nouveaux examens sont pour le Congrès la démonstration de ce qu'il ne faut pas faire. Le Congrès affirme que la transcription de la troisième directive européenne en droit français se révèle sans ambition en termes de sécurité routière et d'amélioration des conditions de travail, et met en lumière son caractère bâclé au regard des difficultés rencontrées en dépit des multiples alertes du SNICA-FO. Les IPCSR & DPCSR, tout comme les usagers, subissent au quotidien les conséquences regrettables de ce manque d'anticipation de l'Administration. Le Congrès réaffirme qu'il n'est actuellement pas possible de contenir la journée de travail dans la limite légale avec plus de 30 candidats par séance d'ETG dans une salle entièrement équipée et installée. Le Congrès revendique que l'Administration centrale prenne en compte les réalités du terrain et les changements induits par ses propres réformes successives. Il exige qu'elle impose aux services déconcentrés une organisation nationale homogène.

Le Congrès mandate le Bureau National pour combattre tout choix de l'Administration qui serait contraire aux intérêts des agents, en particulier sur l'expertise d'évaluation, la pérennité des missions et le respect des textes qui régissent l'activité.

Le Congrès s'insurge contre la privatisation de l'examen du permis de conduire de la catégorie AM et du B96. Dans cette optique, il condamne aussi toutes les tentatives qui visent à réduire les missions des IPCSR, uniquement dans une logique comptable.

Pour le Congrès, le rôle de régulateur sectoriel que l'État se doit de mettre en œuvre ne peut, pour la formation du conducteur, qu'être assuré par les IPCSR et DPCSR grâce à la neutralité inhérente à leur statut.

Le Congrès affirme que l'amplitude réelle de la journée de travail des IPCSR est supérieure à la durée légale (7H42) telle que définie par le RIN ARTT. En conséquence, le Congrès exige de l'Administration qu'elle mette en place des solutions adaptées pour y remédier tout en préservant l'ensemble de leurs missions. Le Congrès rappelle que le chronométrage des différentes tâches par un organisme indépendant se révèle un moyen adéquat pour démontrer la réalité du temps de travail. Il mandate le Bureau National pour faire aboutir cette juste revendication.

Le Congrès affirme que seule une définition complète des tâches administratives permettra une mesure précise en termes de durée. C'est la condition nécessaire pour évaluer la journée de travail et la contenir dans les limites réglementaires. Le Congrès exige que cette étude fasse le distinguo entre les périodes antérieure et postérieure au déploiement de Faeton.

Le Congrès dénonce l'insuffisance de temps octroyé pour réaliser les épreuves en conformité avec les directives. En conséquence il exige une augmentation du temps global prévu pour ces examens, en et hors circulation. La diminution du nombre d'unités qui en résulte permettra un meilleur accueil, le respect des dispositions réglementaires relatives aux examens et le temps nécessaire pour effectuer les tâches administratives.

Le Congrès exige que le comité de suivi de la réforme apporte des réponses satisfaisantes aux insuffisances et difficultés constatées. Ce comité doit définir des solutions dont la validation sera assurée par le CCER (comité de concertation de l'éducation routière).

Reprenant l'idée de « passerelle pour l'emploi » visant, entre autres, une facilité d'accès et la diminution du coût pour l'utilisateur, le Congrès réaffirme sa volonté de voir chaque IPCSR et DPCSR doté d'un véhicule de fonction servant pour les épreuves pratiques du permis B et pour effectuer les déplacements. Le Congrès exige que l'Administration expertise cette possibilité.

Le Congrès dénonce le système d'attribution des places d'examen, système inique et inégalitaire qui crée une rupture forte de l'égalité de traitement des citoyens face à l'examen du permis de conduire. Le Congrès condamne les dérives d'application de cette méthode d'attribution des places d'examen et plus encore de celle des places supplémentaires. Le Congrès rappelle que le recours aux examens supplémentaires se substitue de façon préjudiciable au recrutement.

Le Congrès exige une réelle prise en compte de l'utilisateur face aux manipulations malhonnêtes de certains établissements d'enseignement de la conduite. Il réaffirme sa volonté de voir une méthode transparente mise en œuvre, égalitaire et efficace pour une gestion apaisée et optimisée. Le Congrès considère que la mise en place de la convocation nominative pourrait être la réponse adaptée.

Concernant la formation initiale et continue des IPCSR et DPCSR, le Congrès dénonce que l'Administration ne mette pas en place la formation continue obligatoire de 7 jours par an pour chaque agent, conformément à ce que prévoient les textes. Le Congrès exige dans l'immédiat un véritable programme de formation continue pour l'ensemble des missions, en concertation avec les organisations syndicales représentatives. Il demande que l'Administration renforce la participation des IPCSR et DPCSR titulaires dans la formation initiale et continue.

Dans un premier temps, le Congrès exige que l'Administration forme tous les IPCSR volontaires aux catégories de permis et qualification groupe lourd.

Le Congrès sera vigilant quant à l'évolution de la formation initiale et continue. La formation continue des agents titulaires des qualifications A et groupe lourd est nécessaire et doit être régulière et dispensée par des agents du service public.

Le Congrès revendique la validation des « nouveaux » suivis d'enseignement, testés par l'Administration centrale et la reprise, dans les établissements d'enseignement, du contrôle de l'État par les IPCSR & DPCSR. Pour ce faire, il revendique la formation de l'ensemble des IPCSR à ces suivis d'enseignement.

Le Congrès exige que la formation qualifiante aux contrôles des centres de sensibilisation à la sécurité routière(CSSR) ne soit plus assurée par des animateurs issus d'organismes privés.

Le Congrès rappelle que le rapport du CGEDD (conseil général de l'écologie et du développement durable) d'octobre 2009 sur le recrutement et la formation initiale des IPCSR propose la mise en œuvre d'un recrutement au niveau BAC + 2. Le Congrès mandate le Bureau National pour faire aboutir cette juste revendication.

En conséquence, le Congrès exige que l'année de formation suivant l'intégration dans le corps se fasse sur la base d'une année diplômante permettant d'aboutir, à terme, à l'acquisition d'une licence professionnelle.

Le Congrès réaffirme son attachement profond à une école spécialisée de formation dédiée aux IPCSR et DPCSR.

Le Congrès exige que l'Administration mette en œuvre les moyens permettant une véritable diversification des tâches, garante de l'épanouissement professionnel des IPCSR et telle que prévue par le statut.

Le Congrès exige un examen réalisé par les Inspecteurs et Délégués du Permis de Conduire et de la Sécurité Routière pour toutes les formations à la conduite aboutissant à la validation d'une catégorie du permis de conduire ou à l'extension de l'une d'entre elle. La qualité des formations dispensées doit, quant à elle, faire l'objet d'un contrôle par les IPCSR & DPCSR. De même, il revendique leur participation à la validation des formations liées à la Sécurité Routière (ASSR, ASR, FIMO, FCO...).

Le Congrès insiste sur le maintien et le développement des missions d'évaluation et de contrôle prévues par le statut des IPCSR et DPSCR (Suivi d'enseignement, CSSR, examen taxi, BEPECASER...) sur la mise en œuvre urgente de celle concernant le contrôle du label 1€ et sur la nécessité de faire évoluer ou de créer de nouvelles missions pour le contrôle des futurs « labels » ou de la « certification » qui feront suite à la rénovation de l'enseignement de la conduite. Le Congrès rappelle que cet aspect incontournable, pour une véritable politique d'éducation routière, est prévu par le « volet formation » du CISR (comité interministériel à la sécurité routière) du 13 janvier 2009 n'est toujours pas mis en œuvre.

Le Congrès réaffirme son attachement au maintien du système de « réserve nationale ». Seule une entraide organisée sur l'ensemble du territoire apporte l'efficience attendue d'une péréquation égalitaire entre les départements.

Le Congrès exige que le « contrôle qualité » imposé par la directive européenne sur l'ensemble du service rendu par les IPCSR soit réalisé par un organisme public (IGA, CGEDD...) et non par un opérateur privé.

Le Congrès insiste sur la nécessité de maintenir des centres d'examen secondaires garants d'un service public de proximité.

Le Congrès revendique le renforcement d'une Direction Centrale des examens du permis de conduire et de la sécurité routière, détentrice d'une autorité forte et directe sur tous les agents qui y sont rattachés.

Le Congrès est déterminé à faire aboutir ses revendications, synonymes de progrès social pour tous les IPCSR et DPCSR et s'engage à recourir à toutes les formes de négociations et d'actions pour y parvenir.



## **Partie IV : ENCADREMENT**

Le Congrès exige au minimum un DPCSR par département puis plusieurs au-delà d'une douzaine d'agents encadrés. Le Congrès réaffirme la compétence des DPCSR à la gestion à la fois des bureaux Éducation Routière et Sécurité Routière afin de réunir ces différentes missions.

Le Congrès exige en ce sens des recrutements de DPCSR en nombre suffisant pour assurer le suivi, l'encadrement et au final la cohésion dans tous les bureaux ER.

Le Congrès exige une définition précise de leur cadre de travail.

Le Congrès exige la juste reconnaissance, par l'Administration, de l'ensemble des contraintes imposées par leurs missions au travers d'un déroulement de carrière adapté, d'une revalorisation de la cotation de la part fonction de leur PFR (prime de fonction et de résultat) prenant en compte, d'une part le nombre d'agents encadrés et d'autres part, les responsabilités (hiérarchiques, administratives et budgétaires).

Le Congrès soutient la généralisation du guichet unique et particulièrement la gestion des services de la répartition par les DPCSR avec les moyens humains et matériels nécessaires.

Le Congrès exige la mise à disposition pour les cellules ER de personnels administratifs permettant d'assurer les missions de secrétariat du bureau ER.

Le Congrès constate et dénonce la remise en cause du « temps adjoint » dans les bureaux ER. Il exige une augmentation de ce temps en particulier en l'absence de (2 ?) DPCSR.

Concernant la formation des DPCSR, le Congrès exige que la formation initiale des DPCSR prenne en compte les différents aspects techniques (examens, sécurité routière...), administratifs et d'encadrement et qu'une véritable formation continue soit mise en place pour faire face aux évolutions des secteurs dont ils ont la charge. Le Congrès rappelle le rôle hiérarchique essentiel du DPCSR, cadre de proximité, garant de la politique de l'éducation et de la sécurité routière dans le département.

Le Congrès rejette la fusion des corps des DPCSR avec tout corps analogue (par exemple, celui des attachés) réaffirmant son attachement aux spécificités de ses missions. Il exige l'ouverture du statut des DPCSR pour y inscrire le rôle et les missions des délégués principaux (DPPCSR) qui doivent rester dans la filière Éducation et Sécurité Routières (ESR). Le Congrès revendique un DPPCSR par région coordonnant les différentes cellules ESR à ce niveau.

Par ailleurs, le Congrès revendique un service d'inspection spécifique et qualifié des cellules ESR et de ses personnels.

Le Congrès exige la revalorisation immédiate du premier grade de DPCSR et revendique l'INM 658 en sommet de grade. Il revendique la fusion des deux classes de la grille indiciaire du principalat conformément aux engagements pris en ce sens par l'Administration lors des négociations qui ont suivi la journée de grève du 14 janvier 2013 (courrier du 19 janvier 2013).

Le Congrès exige, pour les départements gérés par plusieurs DPCSR, que les niveaux hiérarchiques administratifs et de responsabilité soient identiques pour tous et que le cadre de leurs missions y soient clairement défini.

Le Congrès exige de la DSCR un positionnement rapide et précis sur ce sujet.

Le Congrès dénonce la gestion déconcentrée actuelle du service du permis de conduire qui ne permet pas aux délégués d'assurer leurs missions dans des conditions satisfaisantes, ce qui incite un grand nombre d'entre eux à quitter le service, faute de moyens. Le Congrès dénonce la volonté politique de

laisser aller les cellules ER vers des gestions locales et réaffirme le caractère régalien du permis de conduire. Le Congrès dénonce les pressions exercées par les différents niveaux de hiérarchie, notamment sur les taux de délivrance du titre ou au travers des attaques répétées contre le RIN spécifique des corps des IPCSR et DPCSR.

## **CONCLUSION**

Le Congrès rappelle son attachement aux droits de l'Homme, aux principes républicains et au syndicalisme libre et indépendant tant au plan national qu'international.

Le Congrès rejette la « position commune », socle de la loi de modernisation du dialogue social du 20 août 2008, signée par la CGT, la CFDT et le MEDEF qui instaure un recul social sans précédent en diminuant les capacités de représentation des syndicats, donc des salariés et réaffirme son opposition à la loi du 5 juillet 2010, applicable dans la fonction publique.

Les organisations syndicales européennes doivent constituer un outil pour s'opposer aux stratégies libérales et destructrices d'emplois initiées au niveau européen. Elles doivent agir pour empêcher un nivellement par le bas des normes sociales.

À ce titre le Congrès approuve et soutient l'initiative du SNICA-FO, moteur du développement de l'action revendicative à l'échelle européenne.

Le Congrès mandate le Bureau National pour que par tous les moyens qu'il jugera utile, et notamment par le développement du Groupement Européen des Syndicats du Permis de Conduire et de la Sécurité Routière, une structure syndicale européenne libre et indépendante puisse intervenir à ce niveau. Toutefois, fidèle à ses principes, le SNICA-FO gardera sa liberté d'expression et son indépendance quels que soient les propos tenus par l'organisation européenne.

Le Congrès se félicite que chaque année de plus en plus d'IPCSR et DPCSR rejoignent le SNICA-FO.

Ainsi, l'organisation syndicale pérennise son implantation, conserve son indépendance et sa détermination en développant ses actions. Le Congrès continuera à combattre pour maintenir le dialogue social à l'échelon national et réaffirme la nécessité de maintenir un service national du permis de conduire et son caractère régalien.

Le Congrès invite tous les inspecteurs et délégués à continuer de se rapprocher des représentants syndicaux du SNICA-FO et au-delà, le Congrès appelle tous les salariés à apporter leur voix à Force Ouvrière lors des élections professionnelles.

Le Congrès donne mandat à la commission exécutive du SNICA-FO d'engager chaque fois que nécessaire les inspecteurs et délégués dans les actions, mouvements de grève et autres manifestations initiés par la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO), la Fédération Générale des Fonctionnaires Force Ouvrière (FGF-FO) et la Fédération Équipement Environnement Transports et Services Force ouvrière (FEETS-FO) en particulier sur le maintien du Service Public, la défense des statuts de la fonction publique, l'augmentation du point d'indice, la défense de la Sécurité Sociale, l'amélioration des systèmes de retraite, ainsi que toute autre revendication permettant d'améliorer les intérêts particuliers des salariés.

Le Congrès exige le renforcement du droit syndical et refuse avec force la remise en cause du droit de grève et de tout autre droit syndical.

En conséquence, le Congrès mandate le Bureau National afin qu'il mette tout en œuvre pour amplifier et généraliser l'action revendicative et pour renforcer le syndicalisme confédéré FO. Il lance également un appel solennel à celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait, à se syndiquer au SNICA-FO qui a parfaitement conscience des responsabilités qu'il doit assumer pour la défense des intérêts matériels et moraux de ses mandants.

## **ANNEXE :**

### **1906 - Charte d'Amiens : en version intégrale, la motion adoptée en 1906 à une écrasante majorité.**

«Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT: «La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...» Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielle que morale, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, sur les points suivants, cette affirmation théorique: Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.»

*Congrès des 8-14 octobre 1906  
(texte adopté par 830 voix contre 8 et 1 blanc)*